la voie électronique est maintenant privilégiée et fait l'objet d'un traitement prioritaire suite à une volonté du Ministre de l'Enseignement supérieur. Malheureusement, ces demandes électroniques n'ont pu toutes être introduites au regard de difficultés engendrées lors de la création du compte CERBERE. A ce propos, il semble difficilement acceptable pour une personne ayant introduit une demande papier début juillet de voir son dossier traité après une demande quant à elle réceptionnée en octobre, mais électroniquement. Rappelons en effet que l'utilisateur n'est nullement responsable des énormes difficultés engendrées par l'informatisation du système.

Monsieur le Ministre, je souhaiterais donc vous poser les questions suivantes :

Concernant la motivation adéquate des décisions de refus, il semblerait qu'une proposition de réécriture conjointe ait été formulée auprès de l'Administrateur général de l'enseignement et qu'elle ait été acceptée. Un groupe de travail aurait été mis en place. Qu'en est-il de l'avancement de ses travaux ?

Concernant le suivi de son dossier personnel, est-il maintenant possible pour chaque demandeur d'obtenir "efficacement" des informations par voie téléphonique sur le statut de son dossier ? La nouvelle application redirigeant le demandeur vers le gestionnaire de son dossier via un nouveau numéro de dossier à 8 chiffres, est-elle actuellement pleinement fonctionnelle ?

Où en est actuellement la résorption des retards des dossiers introduits ? Pour cette année scolaire / académique, tous les demandeurs ont-ils à tout le moins reçu un accusé de réception ?

Les problèmes concernant l'infrastructure dédiée au contrôle des identités et des accès aux ressources informatiques du Ministère de la FWB (CERBERE) sont-ils résolus ?

La fracture numérique demeurant une réalité d'une part et d'autre part considérant que certains parents ont dû se résoudre à introduire une demande " papier ", estimez-vous normal que ce type de demande soit automatiquement traité en dernier lieu ? N'y a-t-il pas là discrimination ?

Réponse : Avant toutes choses, je me permets de vous renvoyer aux réponses que j'ai données oralement lors de la présentation du rapport du Médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie – Bruxelles lors de la Commission du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative du 12 décembre dernier.

Concernant plus précisément vos questions sur les allocations d'études, qui est, je le rappelle, une matière technique et de la compétence de mon collègue, Ministre de l'Enseignement Supérieur, Jean-Claude Marcourt.

Toutefois sachez que pour la motivation des

décisions, jugée trop succincte, il est à noter que l'Administration a revu ses formulaires en vue d'intégrer l'ensemble des motifs de refus au verso de la notification de la décision.

Concernant le Call center et le délai de traitement des dossiers, le contrat d'administration prévoit 4 engagements au bénéfice de la DAPE en vue de résorber les retards : 2 postes en 2016, 1 en 2017 et 1 en 2018 ; la téléphonie est opérationnelle, mais il faut tenir compte du fait que les 165.000 demandes annuelles sont traitées par ordre de réception chronologique, priorité étant donnée aux formulaires électroniques qui peuvent être introduits dès le 1er juillet via ce site internet. Les demandes électroniques sont donc prioritaires sur les demandes « papier » mais traitées toutes par ordre d'entrée chronologique (juillet électronique puis papier, août électronique puis papier... etc)

Pour les retards, ils sont en résorption linéairement constante ; les accusés de réception pour les étudiants du supérieur ont tous été envoyés avant la date du 4/1, date à laquelle l'étudiant doit finaliser le paiement de ses droits d'inscription. Grâce au décret « Paysage », l'étudiant qui a introduit une demande et qui ne s'est pas encore vu notifier de décision peut continuer à participer aux enseignements et épreuves.

6.4 Question n°273, de Mme Warzée-Caverenne du 8 février 2017 : Congé pour motifs impérieux d'ordre familial

Nous avons appris que le Gouvernement envisageait d'octroyer une nouvelle sorte de congé pour motifs impérieux d'ordre familial.

A côté du congé de 20 jours ouvrables par an, le Gouvernement prévoit un nouveau congé pour motifs impérieux d'ordre familial. Ce nouveau congé de 25 jours ouvrables maximum par an serait limité à quatre situations dont « la garde, pendant la période de vacances scolaires, des enfants qui n'ont pas atteint l'âge de 15 ans ».

Quelle est la raison de ce changement ? Une demande des syndicats ? Confirmez-vous, que dans ce cadre, le congé n'est pas rémunéré et est assimilé à une période de service qui entrera notamment en compte dans le calcul de la carrière et de la pension de l'agent ? Comment s'articule ce nouveau type de congé avec ceux déjà existants ? Combien d'agents sont potentiellement concernés par cette nouveauté ? Quel serait le coût budgétaire de cette mesure ?

Réponse : Un projet d'arrêté octroyant 25 jours de congés pour motifs impérieux d'ordre familial a bien été adopté par le Gouvernement en première lecture en date du 7 décembre 2016.

Ce projet prévoit d'octroyer, sans préjudice des 20 jours auxquels les membres du personnel

ont actuellement droit, 25 jours de congés dans les quatre hypothèses suivantes :

- 1° l'hospitalisation d'une personne habitant sous le même toit que l'agent, ou d'un parent ou allié au premier degré de l'agent n'habitant pas sous le même toit que lui, ou d'un parent ou allié au premier degré de la personne avec laquelle l'agent vit en couple n'habitant pas sous le même toit que lui, en ce compris l'assistance éventuelle à fournir avant ou après celle-ci ;
- 2° la garde, pendant la période de vacances scolaires, des enfants qui n'ont pas atteint l'âge de quinze ans ;
- 3° l'accueil, pendant les périodes de vacances scolaires, des enfants qui n'ont pas atteint l'âge de dix-huit ans, lorsqu'ils sont atteints d'une incapacité physique ou mentale de 66% au moins ou d'une affection qui a pour conséquence qu'au moins 4 points sont octroyés dans le pilier I de l'échelle médico-sociale, au sens de la réglementation relative aux allocations familiales ;
- 4° l'accueil, pendant les périodes de vacances scolaires, des enfants qui se trouvent sous le statut de la minorité prolongée. »

L'objectif de ce projet vise majoritairement à accorder une certaine souplesse aux membres du personnel dans la gestion de leur parentalité.

Cette mesure a été insérée dans la Convention sectorielle 2016-2017 qui a été conclue avec les organisations syndicales. Les organisations syndicales avaient demandé à augmenter le nombre de congés, sans lier cette augmentation à la survenance d'événements particuliers. Le Gouvernement a accepté de revoir le nombre de congés pour motifs impérieux d'ordre familial mais il a été choisi de limiter cette augmentation à des hypothèses précises.

Il convient par ailleurs de noter que les quatre hypothèses retenues par le présent projet se retrouvent déjà au sein de la réglementation wallonne. Il était donc cohérent de prévoir un dispositif similaire au sein de notre ordre juridique.

Je vous confirme que l'article 19 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents prévoit bien que le congé pour motifs impérieux d'ordre familial n'est pas rémunéré et qu'il est assimilé à une période d'activité de service.

Comme exposé ci-dessus, les 25 jours supplémentaires qui sont visés par le présent projet sont octroyés sans préjudice des 20 autres jours que peuvent solliciter les membres du personnel pour tout autre motif impérieux d'ordre familial. L'articulation entre les deux « régimes » sera donc liée à la nature de la demande de congé

Considérant que le congé pour motifs impérieux d'ordre familial n'est pas rémunéré, il n'en

résultera aucun impact budgétaire.

6.5 Question n°274, de Mme Bertieaux du 8 février 2017 : Coût de sortie de charge des ministres

Lorsqu'un ministre quitte ses fonctions, il est de tradition que la FWB continue à rémunérer plusieurs collaborateurs.

S'agissant d'une tradition, y-a-t-il une base légale ? Si oui, pouvez-vous me la préciser ? Suite au remaniement ministériel d'avril dernier, pouvez-vous m'indiquer si la Ministre sortie de charge a exercé ce droit ? Si oui, combien de personnes sont payées par le budget de la FWB et pour combien de temps ? Quel est le coût mensuel de ces personnes ? Sur quelle allocation de base du budget 2016 et 2017, ces rémunérations sont-elles imputées ?

Réponse : Il est exact qu'un membre du Gouvernement sortant de charge peut effectivement bénéficier de collaborateur.

Cette possibilité trouve son fondement à l'article 26 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juillet 2014 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française.

Il ne s'agit donc pas d'une simple tradition mais d'une mesure disposant d'une base réglementaire.

Conformément à cet article 26, chaque Ministre sortant peut solliciter le bénéfice de deux collaborateurs, dont un exerçant au maximum les fonctions de conseiller. La durée endéans laquelle ces collaborateurs sont mis à la disposition d'un Ministre sortant est calculée au prorata du mandat ministériel exercé par l'intéressé, sans pouvoir être supérieure à cinq ans. L'article 26 prévoit en outre que l'exercice ininterrompu de mandats ministériels au sein d'un ou plusieurs Gouvernements est pris en compte pour le calcul de la durée de la mise à disposition.

Madame MILQUET a fait valoir son droit afin d'obtenir deux collaborateurs pour une période calculée, conformément aux principes décrits ci-dessus, au prorata de la durée ininterrompue de ses mandats ministériels au sein d'un ou plusieurs Gouvernements, en l'occurrence 5 ans.

Deux personnes sont rémunérées sur les budgets du Gouvernement de la Communauté française et représente un coût mensuel de 10.254,46€ charges comprises.

Ces montants sont imputés sur les articles des bases DO 06 11.02.32 et 11.02.35, qui sont les articles de base des cabinets des Ministres GREOLI et SCHYNS.

Les collaborateurs de Ministre sortant de